

Burkina Faso

MISSION CONJOINTE CILSS/FAO/FEWS NET/PAM/GOUVERNEMENT D'ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES RECOLTES, CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012 AU BURKINA FASO

M. Brahima SIDIBE, Consultant AGRHYMET/CILSS, Niamey
M. Coudy T. LY WANE, nutritionniste, SE/ CILSS Ouagadougou
M. Philippe MORANT, Chercheur en système d'information, SE/CILSS Ouagadougou
M. Ibrahim Abdoul Nasser, expert sécurité alimentaire de l'Unité des Urgences Agricoles de la FAO au Burkina Faso
M. Mamoudou SY, FEWS NET/National, Ouagadougou
M. Dominique FERRETTI, PAM Ouagadougou
M. Michel ZERBO, Consultant National

Ouagadougou, octobre 2011



COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



FAMINE EARLY WARNING SYSTEM NETWORK



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	3
II. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012.....	4
2.1. SITUATION PLUVIOMÉTRIQUE.....	4
2.2. SITUATION HYDROLOGIQUE	5
2.3. SITUATION DES CULTURES	5
2.4. SITUATION PHYTOSANITAIRE	6
2.5. SITUATION DES PÂTURAGES ET DU BÉTAIL.....	6
2.5.1. SITUATION DES FOURRAGES, DES SPAI ET DES POINTS D'EAU.....	6
2.5.2. SITUATION SANITAIRE DES ANIMAUX.....	7
2.5.3. ÉTAT DES TRANSHUMANCES ET DES CONFLITS	8
2.5.4 SITUATION DES MARCHÉS À BÉTAIL	8
2.6 L'IDENTIFICATION DES ZONES À RISQUES.....	8
III.PREVISION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE 2011/2012	10
3.1. RAPPEL DE LA MÉTHODOLOGIE	10
3.2. ÉVALUATION DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE	11
3.3. ÉVALUATION DES AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	12
IV. ELEMENTS DU BILAN CEREALIER PREVISIONNEL.....	14
4.1. POPULATION.....	14
4.2. DISPONIBILITÉS CÉRÉALIÈRES	14
4.3. EXPORTATIONS	14
4.4. STOCKS AU 1ER NOVEMBRE 2012	14
V. SITUATION ALIMENTAIRE (A COMPLÉTER :(NASSER ET FERRETTI).....	15
5.1. SITUATION ALIMENTAIRE.....	15
5.2. SITUATION DES MARCHÉS (ACCESSIBILITÉ)	17
5.2.1. EVOLUTION DES PRIX DE JANVIER À SEPTEMBRE 2010.....	17
5.3. SITUATION NUTRITIONNELLE.....	20
CONCLUSIONS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS (A COMPLÉTER PAR UN PETI RÉSUMÉ SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE) :SIDIBE APRÈS LES CONTRIBUTIONS DE CHACUN	21
ANNEXE 1. BILANS CÉRÉALIERS, TAUX DE COUVERTURE DES BESOINS CÉRÉALIERS, BILANS ALIMENTAIRES	24
ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES.....	28

I. INTRODUCTION

La mission conjointe CILSS/FAO/FEWS NET/PAM/GOUVERNEMENT d'évaluation préliminaire des récoltes a séjourné au Burkina Faso du 24 au 28 octobre 2011. Elle était composée de M. Brahim SIDIBE, Consultant CILSS/AGRHMET, Mme Coudy T. LY WANE, nutritionniste au SE/CILSS, M. Philippe MORANT, chercheur en système d'information au SE/CILSS, M. Ibrahim Abdoul Nasser, Expert en sécurité alimentaire de l'Unité des Urgences Agricoles de la FAO au Burkina Faso, M. Mamadou Sy Représentant National FEWS NET au Burkina Faso, de M. Dominique FERRETTI Responsable du Suivi_évaluation au bureau du PAM au Burkina Faso et de M. Michel ZERBO, Consultant national.

La mission a d'abord rendu une visite de courtoisie, le 24 octobre 2010, au Directeur Général de la Promotion de l'Economie Rurale, Mr Souleymane OUEDRAOGO, puis au Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, Mr Adama COMPAORE..

La mission a par la suite effectué des visites de courtoisie aux autorités de tutelle des institutions impliquées dans le suivi de la campagne agro-sylvo-pastorale et de la situation alimentaire. Elle a ainsi été reçue par la Représentante de l'USAID, le Secrétaire Exécutif du CILSS, le Représentant Résident de la FAO, la Représentante du PAM, le Représentant Résident du Catholic Relief Service (CRS), le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, le Secrétaire Général du Ministère des Ressources Animales,. Elle a également rencontré le chargé de programme de la Délégation de la Commission Européenne. Par ailleurs, la mission conjointe a participé aux travaux du Comité national de Prévision sur la Sécurité Alimentaire (CPSA) . Ce comité qui a pour mandat la présentation et la validation des résultats prévisionnels, regroupe tous les acteurs clés dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina à savoir : les responsables ou représentants des structures du dispositif central et régionaux de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle , les Secrétaires généraux des régions, les responsables du réseau déconcentré du ministère de l'agriculture et de l'hydraulique des 13 régions ainsi que les partenaires techniques et financiers et les responsables ou représentants des ONG actifs dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

A la fin de son séjour, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations au Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques.

II. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011/2012

2.1. Situation pluviométrique

Les principales caractéristiques de la saison pluvieuse 2011 sont essentiellement un démarrage tardif, la mauvaise répartition spatiale, des quantités parfois faibles et plusieurs pauses pluviométriques dont la durée a pu atteindre trois décades dans certaines zones à des stades critiques du développement des plantes cultivées, voire même des arrêts précoces par endroits. Il en a résulté un échelonnement des semis (nombreux ressemis) et dans certains cas des abandons de champs.

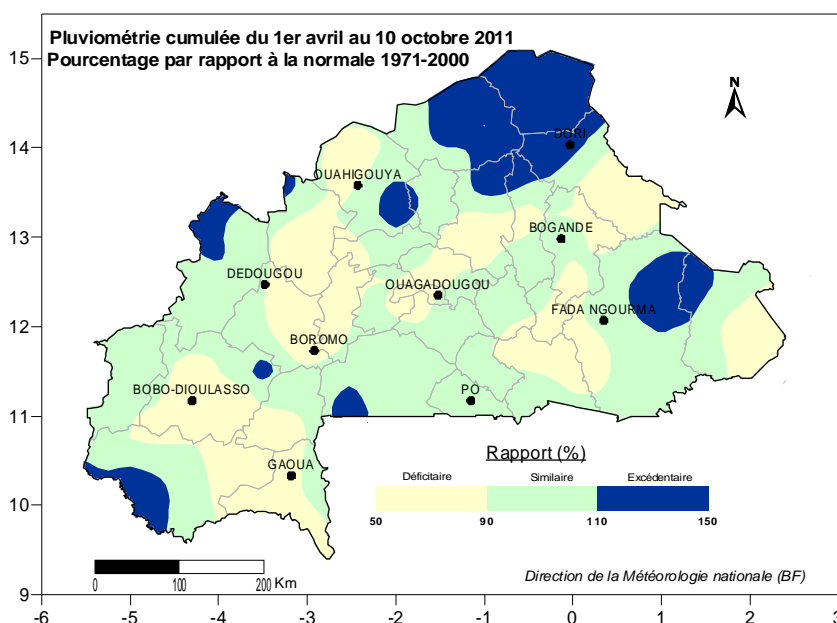
Les premières pluies significatives furent enregistrées en mai dans la zone soudanienne où elles ont permis de réaliser les premiers semis (céréales et arachides). En juin, un léger renforcement de l'activité pluviométrique a été noté avec cependant des quantités inférieures ou égales à la moyenne 1971-2000 pour la majeure partie des stations. Ces pluies faibles à modérées ont permis d'étendre le front de semis vers le nord. Des pluies plus abondantes en juillet ont créé les conditions hydriques favorables au bon développement des cultures et ont permis d'achever les opérations de semis. Des pluies abondantes ont été également enregistrées en août et de ce fait ont permis de maintenir de bonnes conditions hydriques pour les cultures.

Le mois de septembre a été surtout marqué par des pauses pluviométriques observées dans les régions agropastorales du Nord, du Centre, du Plateau central et du Centre-sud, du Sahel, du Centre nord, l'Est et le Centre-est. Ces arrêts de pluie ont parfois atteint ou même excéder deux décades comme ce fut le cas dans certaines localités du nord. Ils ont affecté essentiellement les cultures de maïs et d'arachide et de riz de bas-fonds.

A la fin de septembre, le cumul saisonnier est déficitaire par rapport à 2010 sur toutes les stations sauf celle de Dori où on a observé un excédent de 166 mm. Le déficit le plus élevé est noté à Bobo-Dioulasso avec 573,4 mm et le plus bas à Fada N'Gourma avec 34,5 mm.

Par rapport à la normale 1971-2000, cinq (5) stations sur les douze (12) sont excédentaires. Cet excédent varie entre 28,2 mm à Ouaga Aéro et 261,3 mm à Niangoloko. Les stations présentant des déficits sont : Bobo-Dioulasso (-291mm), Gaoua (-126,7 mm), Bérégadougou (-91,5 mm), Dédougou (-57,1 mm), Ouahigouya (-43,5 mm), Fada N'Gourma (-38,8 mm) et Boromo (-35,6mm).

Figure 1 :



Pluviométrie cumulée du 1^{er} avril au 10 octobre 2011 – Pourcentage par rapport à la normale 1971-2000

2.2. Situation hydrologique

Comme conséquences des anomalies pluviométriques observées, les principales retenues d'eau accusent des déficits de remplissage plus ou moins importants par rapport à l'année précédente et par rapport à la moyenne des cinq (05) dernières années (2006-2010).

Par rapport à 2010, des déficits variant entre 160 000 mètres cubes (Ouaga III) et 755 76 millions de mètres cubes (Bagré) sont notés sauf sur la retenue de Seytenga (Sahel) et le lac Bam qui sont excédentaires.

Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, des déficits de 12,6 millions de mètres cubes, 431,9 et 685,5 mètres cubes sont relevés respectivement sur les retenues de Moussodougou, de Kompienga et Bagré. Ces deux derniers barrages sont à leur plus bas niveau de remplissage au 10 octobre 2011. Une situation normale est observée au niveau des barrages de Ziga et de Loubila.

Tableau 1: Situations déficitaires du remplissage de certaines retenues d'eau suivies au 30 septembre 2011

Barrages	Capacité en millions de m ³	30-sept-11		30-sept-10		Ecart 30 septembre 2011 et 30 septembre 2010 en Millions de m ³	Observations sur le remplissage au 30 septembre 2011
		(1) Volumes stockés (Millions de m ³)	Coefficient de remplissage (%)	(2) Volumes stockés (Millions de m ³)	Coefficient de remplissage (%)		
Bagré	1700	1029,7	60,6	1770	104,1	-740,3	mauvais
Kompienga	2050	589,2	28,7	857	41,8	-267,8	mauvais
Goinré	11,2	5	44,4	9,85	87,9	-4,85	mauvais
Ouahigouya	3,5	0,9	26,9	3,36	96	-2,46	mauvais

Sources : Direction Générale des Ressources en Eaux

2.3. Situation des cultures

Le démarrage tardif des pluies et leur mauvaise répartition temporelle ont été à l'origine d'un faible taux de semis ainsi que de leur développement médiocre en juin. Toutefois, au cours des deuxième et troisième décades le maïs et le coton étaient au stade tallage montaison dans certaines zones de la Boucle du Mouhoun, du Sud-ouest et des Cascades. Les céréales étaient au stade levée et les tubercules en ramification dans le Sud-ouest et les Cascades.

L'amélioration relative de la pluviométrie en juillet et août a permis non seulement d'achever les opérations de semis mais aussi ont créé les conditions hydriques favorables au développement des cultures. Ainsi, en août, les stades phénologiques dominants étaient la montaison pour le mil et le sorgho, l'épiaison/floraison pour le maïs et le mil hâtif.

En septembre, les anomalies pluviométriques observées, notamment les pauses pluviométriques ont entraîné des retards de développement ces certaines cultures en cours de végétation et perturbé les phases de reproduction et de fructification chez d'autres. Les stades phénologiques au cours de ce mois étaient très hétérogènes. La montaison est le stade végétatif actuel le plus dominant pour les céréales, avec un taux qui se situe entre 0 et 25% pour le riz irrigué ; 75 et 100% pour le mil, le sorgho blanc, le riz pluvial, le mil hâtif et le sorgho rouge. La ramification au niveau des oléo-protéagineux se situe entre 25 et 50%

pour le sésame et le niébé ; 50 et 75% pour l'arachide, le soja, et le voandzou ; 75 et 100% pour le cotonnier.

Au moment du séjour de la mission, les opérations de récolte étaient en cours notamment pour le maïs, l'arachide et le mil hâtif.

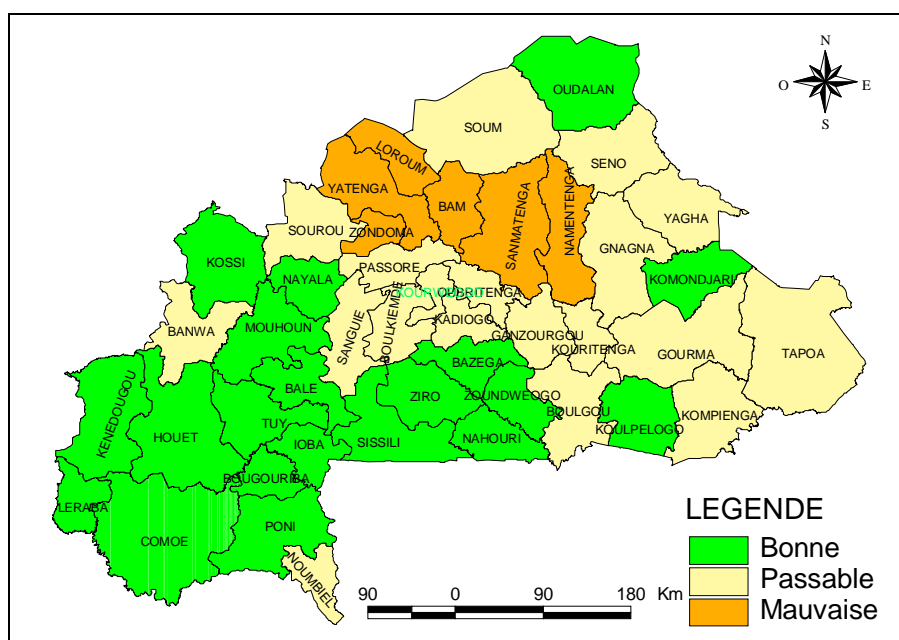


Figure 2 : Appréciation générale de la campagne agricole

2.4. Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire est jugée calme. Toutefois, des cas de pyriculariose appelée communément « méningite du riz » ont été relevés sur les cultures de riz dans le Centre Sud (bas-fond de Léoupo)

Les manifestations de criquet sénégalais (*Oedaleus senegalensis*) au Nord et au Sahel n'ont pas eu d'incidence majeure. Il en est de même pour l'apparition des oiseaux granivores au Sahel en septembre

2.5. Situation des pâturages et du bétail

2.5.1. Situation des fourrages, des SPAI et des points d'eau

La situation alimentaire du bétail est également satisfaisante dans l'ensemble des régions en septembre au regard de la régénération des pâturages naturels et du remplissage des points d'eau. Toutefois, le développement du tapis herbacé présente une situation très hétérogène et critique dans certaines régions à vocation pastorale.

Au Sahel, le mauvais démarrage de la campagne pluviométrique et les poches de sécheresse successives ont sérieusement perturbé le cycle végétatif des graminées dans toute la région. Cela s'est caractérisé par une hauteur du tapis herbacée très bas en phase de floraison, ce qui pourrait réduire les opérations de fauches et conservation. Un dessèchement en cours est observé à Darkoye, Tin-Akoff et la partie nord de Beldiabe dans l'Oudalan. La production des pâturages sera légèrement inférieure à la normale et très inférieure à celle de l'an dernier. Dans les autres régions, du Centre-Est, du Nord et du Plateau Central, les pâturages présentent également une mauvaise évolution due à l'installation tardive de la campagne pastorale et la capacité de charge d'animaux limitant le développement du tapis herbacée.

Les cultures fourragères ont été faiblement emblavées cette année dans les principales zones pastorales à cause probablement des quantités faibles de semences disponibles. Les quantités de semences fourragères enregistrées au cours de la présente campagne ont été évaluées à 100 kg au Sahel, 300 kg au Nord, 450kg au Sud-Ouest et 9007,5 kg au Plateau Central. Les superficies emblavées sont de 150 ha au Centre Nord et de 1330 ha pour la région des Hauts Bassins. Dans l'ensemble, l'on relève un faible niveau de vulgarisation et d'appui de la culture fourragère dans les principales zones pastorales. Alors que la culture fourragère pourrait constituer aussi une source de revenu pour les ménages pauvres des zones agropastorales et devenir une stratégie alternative de soutien à l'alimentation des animaux de valeurs dans les zones pastorales où la production fourragère est soumise à une forte influence des changements climatiques. Par ailleurs de nombreuses espèces fourragères sont des légumineuses, et peuvent contribuer à la fertilité azotée du sol. Il convient donc de prendre en compte le développement des cultures fourragères dans les politiques de développement de l'élevage.

La disponibilité des SPAI (sous-produits agricoles et industriels) est faible sur les marchés régionaux suite à l'abondance des pâturages naturels qui réduisent la demande. Cependant, les prix oscillent entre 8000 à 9000F CFA le sac 50 kg de tourteau selon les localités, et sont jugés inaccessibles par les éleveurs, particulièrement ceux pratiquant l'embouche et la production laitière. Le niveau de prix le plus élevé a été observé dans la commune rurale de Tin-Akoff (11 000 FCFA / sac de 50 kg d'aliment bétail SN-CITEC).

En terme de perspectives, au regard de la mauvaise situation pluviométrique n'ayant pas permis un bon développement des pâturages et cultures fourragères et un bon niveau de remplissage des retenues d'eau, les besoins alimentaires du bétail risquent de ne pas être couverts jusqu'à la saison prochaine dans la plupart des régions.

2.5.2. Situation sanitaire des animaux

La situation sanitaire du bétail est globalement satisfaisante dans l'ensemble des régions. Toutefois, les pathologies émergentes de la saison pluvieuse sont notées par endroits avec de faibles effectifs de mortalité et un nombre important d'animaux exposés. La pasteurellose des petits ruminants est suspectée dans plusieurs régions et s'explique par la faible couverture vaccinale (Sahel 24 616 têtes d'animaux vaccinés depuis janvier). La dermatose nodulaire est suspectée dans les troupeaux au niveau des régions du Nord, Centre Nord, Centre Ouest et la dermatophylose dans la Boucle du Mouhoun, du Centre et le Plateau Central. Les varioles caprine et aviaire ont été signalées au Centre Nord. La Peste Porcine Africaine menace toujours les porcs dans la Boucle du Mouhoun. Quant à la fièvre aphteuse, elle continue de réduire considérablement les productions animales dans plusieurs localités et sévit sous la forme endémique dans les régions. La maladie asine qui avait décimée un effectif important d'asins au semestre passé, semble être atténuée et 5 cas de mortalités ont été signalés dans la province du Séno. Actuellement le risque sanitaire important noté sur le terrain est la pollution des eaux de surface par l'activité minière et l'usage des pesticides (Plateau Central). Des mortalités importantes de charognards, de quelques ruminants et de deux humains ont été signalées à Essakane (Oudalan). Les investigations sur les cadavres d'animaux sont en cours afin de situer la nature de ces mortalités. Mais il convient de renforcer la surveillance et surtout l'usage des produits toxiques (cyanure) sur les sites miniers afin de préserver le cadre de vie.

2.5.3. État des transhumances et des conflits

Dans les régions où des déficits fourragers importants sont enregistrés, il est peu probable que le disponible fourrager puisse nourrir le bétail jusqu'à la période normale de transhumance. Cela présage des difficultés alimentaires pour le bétail en saison sèche, et des départs précoces en transhumance avec un risque élevé de conflits agriculteurs-éleveurs. Il est déjà noté l'arrivée sur le territoire burkinabé l'arrivée de troupeaux en provenance des pays voisins (Mali et Niger)

2.5.4 Situation des marchés à bétail

L'on assiste depuis le mois de juillet à une reprise des exportations, surtout des petits ruminants, vers la Côte d'Ivoire et le Ghana. En interne, l'offre des animaux est très variable sur le marché du bétail. La bonne tenue de la campagne passée a eu un effet positif sur la soudure alimentaire du bétail, et ralenti le déstockage des animaux considérés comme moyens d'existence par excellence pour les pauvres et les très pauvres.

Sur les principaux marchés à bétail du pays (Sahel, au Centre nord et à l'Est), les termes de l'échange sont pour l'instant en faveur des éleveurs car la vente d'un bouc sahélien ou mossi permettait au moins en juillet de se procurer un sac de 100 kg de céréales (mil, sorgho ou maïs).

Les perspectives de l'offre du bétail sur le marché sahélien seront importantes pour les mois à venir en raison des fêtes de fin d'année et les prix dépendront de l'état d'embonpoint des animaux et de la présence des acheteurs étrangers.

2.6 L'identification des zones à risques

Dans plusieurs zones, la production sera nettement inférieure à la moyenne due essentiellement aux longues épisodes et multiples poches de sécheresse et souvent à des moments critiques du cycle végétatif de la plante.

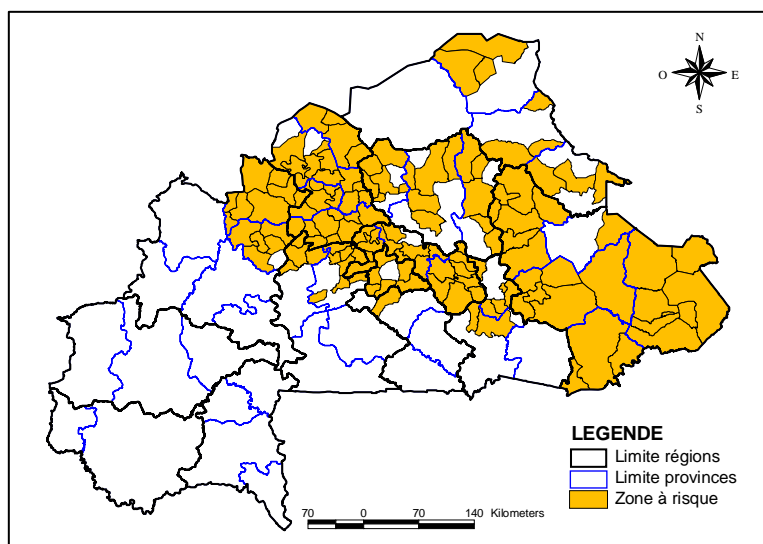


Figure 3 : Cartographie des communes (zones à risques) ; source DGPER

Le Centre Régional AGRHYMET a élaboré les ICN (indice de croissance normalisé). Une interprétation de ces indices sur les périodes critiques pour le développement de la végétation (août et septembre)

Situation fin septembre	Départements concernés	Récolte potentielle
3 décades en août et 3 décades en septembre avec un ICN supérieur à 60 %		Bonne
Première décade avec ICN supérieur à 60 % à partir du 20 août et 3 décades au moins avec ICN supérieur à 60 % Décades 1 et 2 de septembre avec plus de 25 mm de pluies		Bonne à moyenne
Trois décades ou plus avec un ICN à plus de 60 % à partir du 20 août mais mois de septembre avec décades sèches	Gorom-Gorom, Koutougou, Nassamfou, Falagountou, Bahn, Kpuere, Batié	Moyenne à médiocre
2 décades seulement avec ICN supérieur à 60 %	Manni, Kaya, Thion, Sampelga, Sebba, Yalgo, Koalla, Bogandé, Boussouma, Boulsa, Piela, Absouya, Po, Djigoué	médiocre voire nulle

La représentation cartographique des zones déficitaires au niveau pluviométrique (Indice de croissance normalisée de la végétation lors des décades d'août et septembre 2011) par département nous donne une situation légèrement plus optimiste que les zones à risque déclarées par les populations.

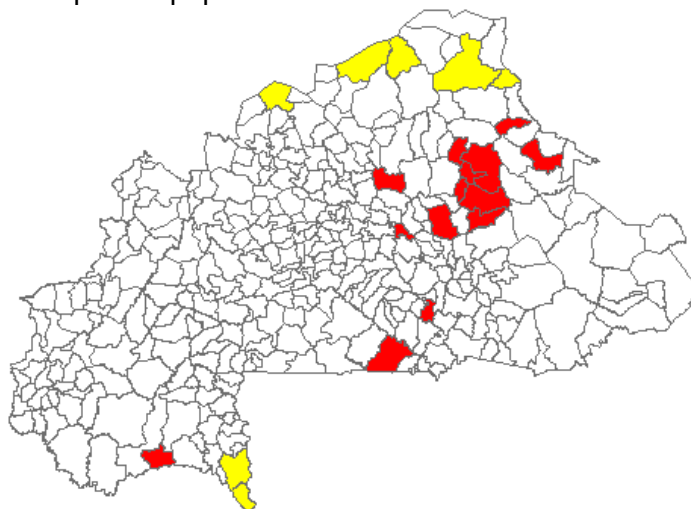


Figure 3 bis : Cartographie des communes avec des ICN (indices de croissance normalisée inférieur à 60 % de la normale) ; source AGRHYMET

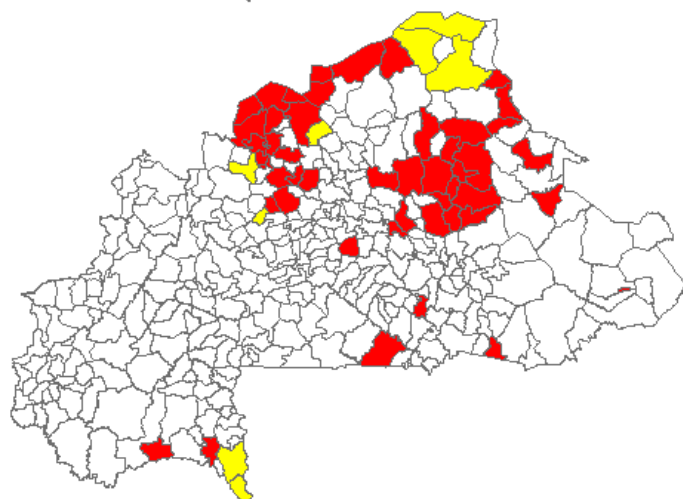


Figure 3 ter : Cartographie des communes avec des ICN (indices de croissance normalisée inférieur à 65 % de la normale) ; source AGRHYMET

III. PREVISION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE 2011/2012

3.1. Rappel de la méthodologie

La prévision et l'évaluation de la production agricole au Burkina Faso sont réalisées chaque année par la Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale (DGPER) à travers l'Enquête Permanente Agricole (EPA). Il s'agit d'une enquête par sondage à deux degrés stratifiée par province qui couvre toutes les 45 provinces du Burkina Faso. Le village est l'unité primaire et le ménage agricole est l'unité secondaire.

311- La collecte des données

Comme de coutume, la collecte des données pour les prévisions a été réalisée pendant les troisième et quatrième semaines de septembre 2011 par le réseau de l'enquête permanente agricole, doté d'un guide et des fiches élaborés. Le réseau lui-même est composé d'une équipe centrale de la DGPER, de superviseurs, de 97 contrôleurs provinciaux et de 736 enquêteurs. Au total lors de ce passage, dans 671 villages, 3.573 ménages ont été enquêtés, ainsi que les 27.000 parcelles y afférant.

312- Traitement des données

Le traitement des données en vue de la publication des résultats prévisionnels concerne quatre (04) fiches. Il s'agit de la fiche F6B relative aux intentions de productions des cultures pluviales ; de la F9 première phase relative à la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans, de la fiche F5 relative aux stocks paysans et de la fiche F6 qui traite des prévisions de récolte. La saisie de ces fiches a mobilisé au total 21 agents de saisie pendant 11 jours. Le système de la double saisie a été appliqué, afin de corriger les erreurs liées à la saisie. Le contrôle de saisie accompagne l'opération de saisie, et précède l'apurement des fichiers.

Après l'apurement des fichiers, c'est le contrôle d'intégrité, les tests de cohérence, la mise à jour des fichiers de référence, les redressements des paramètres d'extrapolation. Après cette phase de traitement, intervient l'édition des tableaux de résultats (productions, superficies, rendements).

Globalement, la même chaîne de traitement est observée pour les trois types d'enquêtes, et elle se compose ainsi qu'il suit :

- Mise à jour des maquettes de saisie, des programmes
- Réception des fiches
- Saisie des données sous SP6 et apurement sous Dbase (Transfert des données sous Dbase)

Les estimations des prévisions sont faites entre le 15 et le 30 septembre de l'année en cours ; elles concernent l'estimation des stocks paysans (Fiche 5) et l'estimation de la production prévisionnelle par le producteur (Fiche 6).

3.1.3 La procédure d'évaluation

- A) A partir des rendements et des superficies connus de la campagne passée, l'on a la production définitive de la campagne passée du producteur (x_i);
- B) Compte tenu de l'aspect végétatif, par interview le producteur estime sa production de cette campagne (y_i);

- C) On dégage la variation attendue par le producteur (y_i), qui est la différence entre la production définitive de la campagne passée et sa production estimée de cette campagne;
- D) on obtient les prévisions de récolte (P_i) du producteur cette année en multipliant la production définitive de la campagne passée (x_i) par le taux de variation obtenu $((x_i - y_i)/x_i)$;
- E) Les prévisions de récoltes définitives sont obtenues en ajustant les prévisions de récolte du producteur grâce à l'utilisation des images satellitaires (NDVI) et de l'observation au sol.

3.1.4 L'estimation des rendements

On utilise la moyenne simple, c'est à dire la moyenne simple au niveau de la province des rendements observés par parcelle et par spéculation.

La saisie des données, pour les résultats définitifs, concerne la fiche « F3 » qui permet d'avoir les rendements des carrés et les mesures des superficies pour toutes les cultures suivies par l'EPA. Elle se déroule en janvier.

3.2. Évaluation de la production céréalière

Le tableau 2 donne la comparaison par céréale de la production prévisionnelle 2011-2012 à la production de 2010-2011 et à la production moyenne des cinq (05) dernières années. Sur la base de l'enquête, la production céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2011-2012 est estimée à 3 822 882 tonnes. Cette production est en baisse de 13% comparée à la production définitive de l'année dernière qui était de 4 385 904 tonnes. Cet accroissement s'explique essentiellement par les anomalies pluviométriques observées (démarrage tardif, mauvaise répartition dans l'espace, arrêts prolongés et arrêt précoce) qui ont affecté les cultures.

Tableau 2 : Production brute céréalière 2011/2012 en tonnes

Cultures céréalières	Mil	Maïs	Riz	Fonio	Sorgho	Total
Prévisions 2011-2012	905 637	992 708	274 840	15 938	1 633 759	3 822 882
Part dans la production totale	24%	26%	7%	0,04%	43%	
Production 2010-2011	1 147 894	1 133 480	270 658	18 315	1 990 228	4 385 904
Variation de la prévision 2011-2012 par rapport à la production 2010-2011	-21%	-12%	2%	-13%	-18%	-13%
Production moyenne des 5 dernières années	1 103 013	888 442	172 397	17 256	1 681 936	3 863 043
Variation prévision 2011-2012 par rapport à la production moyenne des cinq dernières années	-18%	12%	59%	-8%	-15%	-1%

Source des données : Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale

En volume, le sorgho représente 43% de la production totale céréalière, le mil 24%, le maïs 26% ; le riz 7% et le fonio moins de 1%.

De façon générale, par rapport à l'année précédente, toutes les spéculations céréalières ont connu une baisse de production par rapport à la campagne passée à l'exception du riz qui enregistre une hausse de 2%. Les baisses sont de 12%, 13%, 18% et 21% respectivement pour le maïs, le fonio, le sorgho et le mil. Par rapport à la moyenne des cinq dernières

années, les résultats prévisionnels indiquent que la production a légèrement baissé. Ces résultats montrent également des baisses de 18% sur le mil et de 15% sur le sorgho, des hausses de 12% et 59% respectivement sur le maïs et le riz.

3.3. Évaluation des autres produits alimentaires

Pour les autres cultures vivrières (igname, patate, niébé et voandzou), la production attendue serait de 695 220 tonnes. En volume, le niébé représente 66% du total, l'igname 15%, la patate 9,5% et le voandzou 9% (Tableau 2). Par rapport à la campagne 2010/2011, la production totale pourrait baisser de 21%, le niébé et la patate douce de 27% et 28% respectivement. Au contraire, on s'attend à une hausse de 9% et 7% respectivement pour l'igname et le voandzou.

Tableau 3 : Production prévisionnelles des autres cultures vivrières 2011/2012 en tonnes

Cultures vivrières	Igname	Patate	Niébé	Voandzou	Ensemble
Prévisions 2011-2012	106 582	66 428	459 091	63 119	695 220
Part dans l'ensemble	15%	9,5%	66%	9%	
Production 2010-2011	97 630	92 520	626 113	59 483	875 747
variation de prévision 2011-2012 par rapport à la production 2010-2011	9%	-28%	-27%	6%	-21%
Production moyenne des 5 dernières années	52 727	78 118	461 354	47 503	639 702
Variation prévision 2011-2012 par rapport à la production moyenne des cinq dernières années	102%	-15%	-0,4%	33%	9%

Source des données : Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale

En comparaison de la moyenne des cinq dernières campagnes, seule la patate douce enregistre une baisse significative (15%). En revanche, des augmentations de 102% et 33% sont attendues pour l'igname et le voandzou respectivement.

La production attendue des cultures de rente (coton, arachide, sésame et soja) devrait se situer à 853 746 tonnes (Tableau 3) ; ce qui représente une baisse de 13% par rapport à l'année dernière. En proportion, le coton représente 51% du volume total, l'arachide 36% le sésame 10%. Par rapport à la campagne 2010/2011, le sésame pourrait augmenter de 18%, tandis que le coton, l'arachide et le sésame connaîtront des baisses de 18, 9% et 7% respectivement. Par rapport aux cinq dernières années, toutes les cultures enregistrent un accroissement à l'exception du coton (-12%).

Tableau 4 : Productions prévisionnelles des cultures de rente de 2011/2012 en tonnes

Cultures de rente	Coton	Arachide	Sésame	Soja	Ensemble
Prévisions 2011-2012	434 736	307 986	84 354	26 471	853 746
Part dans l'ensemble	51%	36%	10%	3%	
Production 2010-2011	529 620	340 166	90 649	22 394	982 829
variation de prévision 2011-2012 par rapport à la production 2010-20120	-18%	-9%	-7%	18%	-13%
Production moyenne des 5 dernières années	574 276	295 490	48 103	15 801	933 671
Variation prévision 2011-2012 par rapport à la production moyenne des cinq dernières années	-24%	4%	76%	68%	-9%

Source des données : Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale

Par rapport à la moyenne, on s'attend à une baisse globale de 9% et à une baisse de la production de coton de 24%. A l'opposé des hausses de 4%, 68%, et 76% pourraient être enregistrées respectivement sur l'arachide, le soja et le sésame.

IV. ELEMENTS DU BILAN CEREALIER PREVISIONNEL

4.1. Population

La population du Burkina Faso est estimée au 30 avril 2012 à 16.692.477 habitants.

4.2. Disponibilités Céréalières

- Production disponible

La production disponible prévisionnelle de la campagne 2011/2012 est de 3.166.998 tonnes composée de 151.162 tonnes de riz et 3.015.836 tonnes pour le groupe de céréales mil maïs, sorgho, fonio.

- Stocks initiaux au 30/09/2011

Les stocks initiaux sont composés de 152.570 tonnes de stocks paysans et de 63.995 tonnes venant d'institutions intervenant dans la sécurité alimentaire.

- Prévisions d'importations et aides 2011/2012

Les prévisions d'importation privée sont de 201.031 tonnes pour le riz, 57.458 tonnes pour le blé et 25.643 tonnes pour les autres céréales. Les importations autres que privées seront de 17.292 tonnes, par le Catholic Relief Service (CRS). Quant aux aides alimentaires, il est attendu 2.600 tonnes de riz, et 1.778 tonnes pour les autres céréales autres que le blé.

4.3. Exportations

S'agissant des exportations, elles seront de 127 tonnes pour le riz, de 583 tonnes pour le blé et de 2.898 tonnes pour le groupe de céréales mil-sorgho-maïs-fonio.

4.4. Stocks au 1er novembre 2012

Les stocks finaux sont composés de 208.816 tonnes de stocks paysans dont 205.086 tonnes des autres céréales autres que le riz et 34.825 tonnes prévues par les institutions qui interviennent dans la sécurité alimentaire.

Commentaire : Le bilan céréalier prévisionnel brut de 2011/2012 est légèrement déficitaire (- 31.649 tonnes). Les prévisions d'importations commerciales et d'aides alimentaires, déduites des prévisions d'exportations montrent un solde positif import/export de 266.903 tonnes, dégagant un excédent net de 235.253 tonnes. Le disponible apparent est de 210 kg/habitant.

V. SITUATION ALIMENTAIRE

5.1. Situation alimentaire

Les disponibilités alimentaires

En cette période de récolte, la disponibilité céréalière varie de moyenne à faible sur les marchés suivis par le Système d'Information sur les Marchés (SIM). Ces marchés sont essentiellement approvisionnés par les stocks commerçants et dans une moindre mesure par les nouvelles récoltes des paysans.

Les perspectives de récoltes au regard du retard constaté dans le développement des cultures céréalières sont jugées globalement acceptables dans la plupart des régions. De façon générale, les récoltes seront nettement inférieures à celles de 2010 et légèrement en dessous de la moyenne quinquennale.

Au niveau des ménages, les disponibilités sont jugées moyennes à faibles selon les provinces et les communes.

En effet, le niveau de la production prévisionnelle atteint au cours de cette campagne indique un relatif équilibre au niveau national. Toutefois, 58,4 % des ménages ne seraient pas à mesure de couvrir leurs besoins céréaliers avec leur seule production prévisionnelle de la campagne présente. Même dans les provinces excédentaires, il existe des ménages non autonomes même si les plus fortes proportions de ménages agricoles non autonomes se rencontrent dans les régions à faible taux de couverture. La proportion de ménages non autonomes se situe entre 23 % (dans la Boucle du Mouhoun) et 76 % (au Nord). Dans les régions du Nord, du Centre-Sud, du Centre, du Centre-Nord, du Sahel et du Plateau Central, la proportion de ménages non autonomes est au-dessus de la moyenne nationale. Quant à la précarité alimentaire, elle toucherait 30 % des ménages agricoles.

Globalement, les perspectives alimentaires seront bonnes dans le court et moyen terme mais seraient difficiles à long terme pour les ménages démunis car les possibilités d'approvisionnement à partir des pays voisins (Bénin, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Ghana, etc) seront faibles d'une part, et d'autre part, les prévisions de mise en marché par les producteurs (610 000 tonnes) ne pourront couvrir que 51% de la demande potentielle (1 185 000 tonnes). Dans ces conditions, on s'attend à ce que les prix des produits, après la baisse saisonnière, repartent vite à la hausse, probablement en début d'année. En d'autres termes, la période de soudure risque d'être précoce cette année. Ainsi les populations de quelques communes risquent d'être durement éprouvées pendant la période de soudure. Il s'agit spécifiquement de 146 communes soit plus de 41 % de l'ensemble des communes, réparties dans 28 provinces et 10 régions. Les principaux facteurs de risque identifiés restent les longues et multiples poches de sécheresse survenues au cours des phases critiques de végétation.

Zones à risque d'insécurité alimentaire

Région	Province	Nb communes
Est	Gnagna	7
	Gourma	6
	Komandjari	1
	Tapoa	8
	Kompienga	3
Centre-Est	Kouritenga	5

	Boulgou	2
Sahel	Yagha	3
	Oudalan	3
	Seno	3
	Bam	6
Centre Nord	Sanmentenga	5
	Namentenga	5
	Kadiogo	6
Plateau Central	Ganzourgou	6
	Oubritenga	6
	Kourwéogo	5
Boucle du Mouhoun	Sourou	8
	Kossi	10
	Nayala	5
	Banwa	2
Nord	Yatenga	11
	Lorum	4
	Passoré	9
	Zondoma	5
Centre Ouest	Boulkiemdé	7
	Sanguié	4
Centre Sud	Bazèga	1
Total	28	146

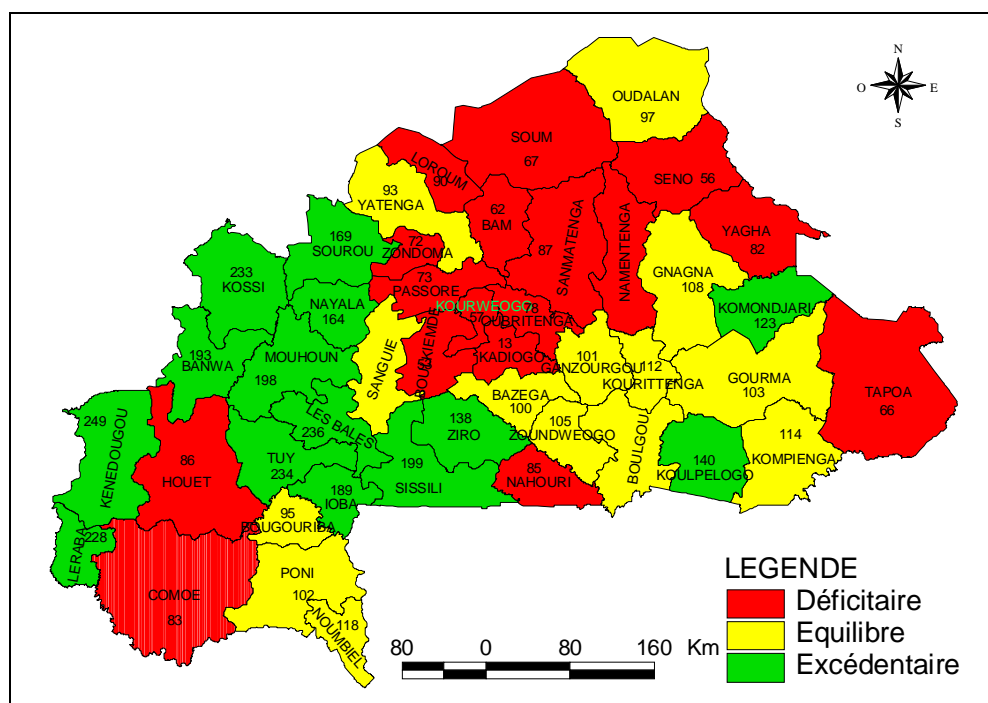


Figure 4: Taux de couverture des besoins céréaliers dans les différentes provinces du Burkina (source :DGPER)

Pour la présentation de la couverture des besoins en céréales des populations par province, nous avons présenté les résultats cartographiquement en prenant en compte :

- Les tonnages des excédents par province (en ronds verts) et les tonnages des déficits (en violet) ;
- La représentation (en surface grisée) des provinces où les populations urbaines sont importantes pour s'affranchir de cette influence des grosses agglomérations sur le calcul de la couverture des besoins

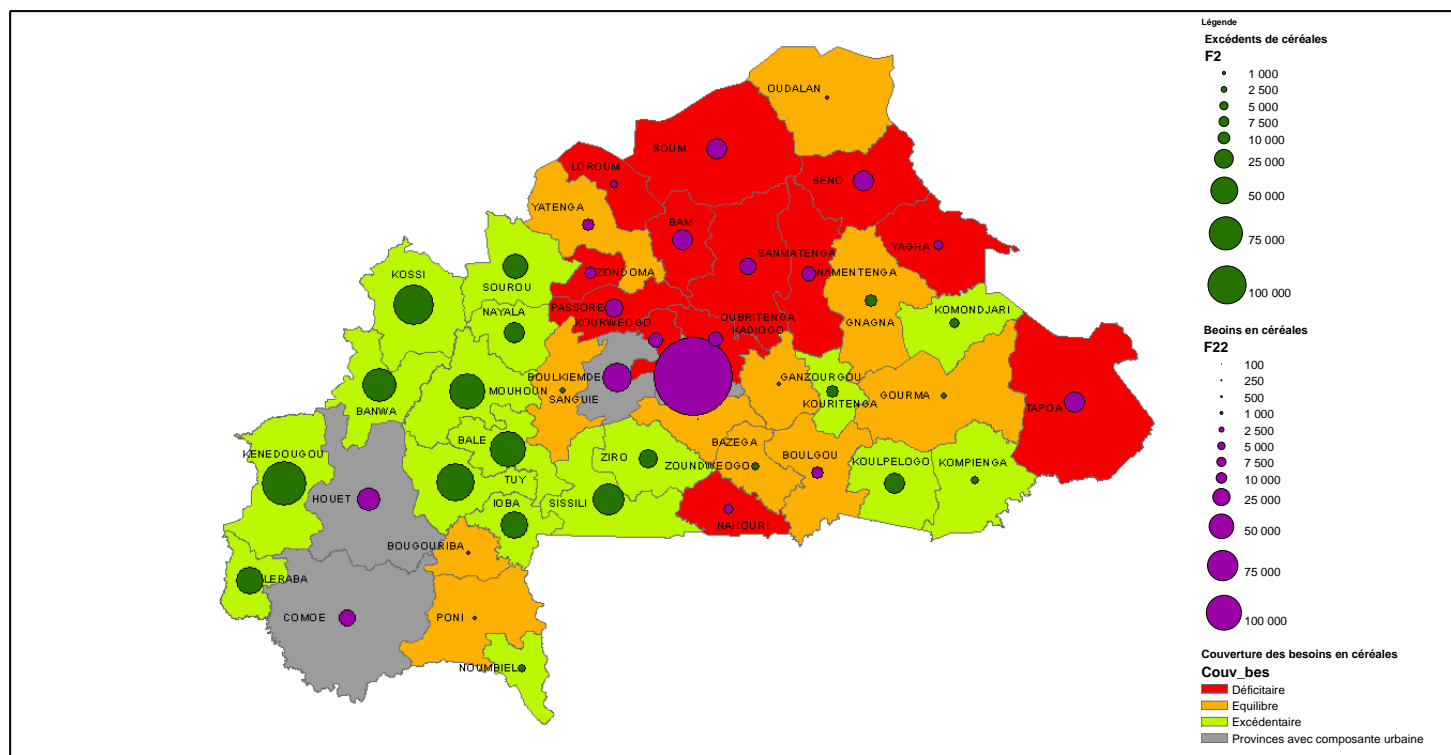


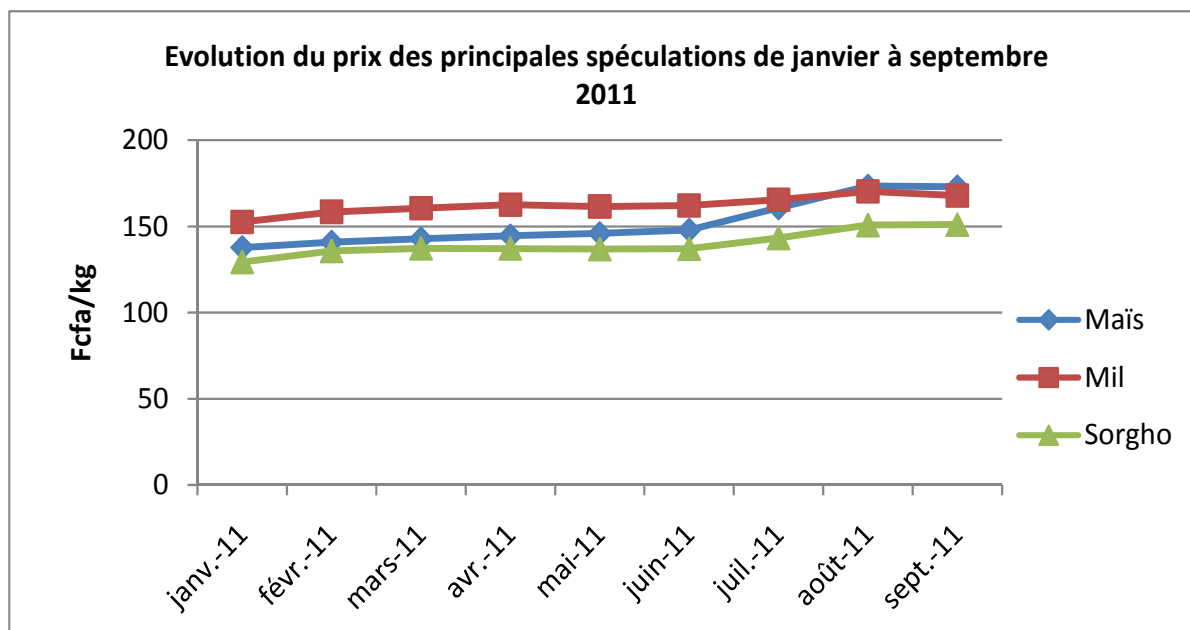
Figure 4 bis : Taux de couverture des besoins céréaliers dans les différentes provinces du Burkina (source : DGPER)

5.2. Situation des marchés

5.2.1. Evolution des prix de janvier à septembre 2010

De façon générale, on note que sur les marchés de référence les prix des principales spéculations sur les marchés locaux ont connu une quasi stabilité de janvier à septembre, quoique faisant apparaître une légère hausse au fil des mois (Voir figure ci-dessous). Les plus fortes hausses ont été enregistrées entre le mois de juin et le mois de juillet pour le maïs blanc au consommateur (MBCONS) (9%) ; entre les mois de janvier et de février pour le mil local (MICONS) (4%). Enfin, les mois de janvier et de février ainsi que de juin à août ont enregistré les plus fortes variations à la hausse (5%) pour le sorgho blanc au consommateur (SBCONS).

Le prix moyen du maïs blanc sur la période est de 151 Fcfa/kg, celui du mil local de 162 Fcfa/kg, celui du sorgho blanc de 140 Fcfa/kg. Hormis la période de juin à août, le prix au consommateur du maïs blanc qui connaît cette quasi stabilité sur la période de janvier à septembre, passe de 138 Fcfa/kg en janvier à 173 Fcfa/kg en août-septembre ; celui du mil aussi est stable entre mars et juin, mais passe de 153 Fcfa le kg en janvier à 170 Fcfa en août) ; quant au sorgho blanc, on observe la même tendance : son prix va de 129 Fcfa en janvier à 151 Fcfa le kilogramme en août septembre 2011, soit une variation de 17% entre les deux extrêmes (voir tableau ci-dessous).



Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen au consommateur du maïs blanc sur la période janvier à septembre 2011 est supérieur à celui de la moyenne quinquennale (151 contre 146Fcfa/kg) soit plus de 3% de hausse. Celui du mil local est similaire à la moyenne quinquennale tandis que celui du sorgho blanc est inférieur au prix moyen des cinq dernières années, soit une baisse de 2% (conf. Tableau ci-dessous/kg).

Tableau: Prix moyen des principales spéculations sur la période de janvier à septembre (source : SONAGESS)

Spéculation	2010	2009	2008	2007	2006	Moyenne	2011
Maïs blanc au consommateur	141	160	193	156	108	146	151
Mil local au consommateur	178	171	190	158	129	162	162
Sorgho blanc au consommateur	144	157	170	141	114	143	140

5.1.2.3 Les prix des céréales au 30 septembre 2011.

Quoiqu'observant une stabilité, les prix moyens sur les marchés des céréales en ce mois de septembre 2011 élevés et généralement supérieurs aux prix moyens des cinq dernières campagnes à la même période (cf. tableau ci-dessous); l'accroissement relatif est de 87% pour le prix du maïs au consommateur, 63% pour le mil, et 71% pour le sorgho blanc. Seuls les prix observés en septembre sur les marchés céréaliers en 2008_2009 sont supérieurs à ceux de 2011_2012 à cette même période.

Tableau10: Prix moyens du maïs, du mil et du sorgho pendant les cinq dernières années aux mois de septembre (source : SONAGESS)

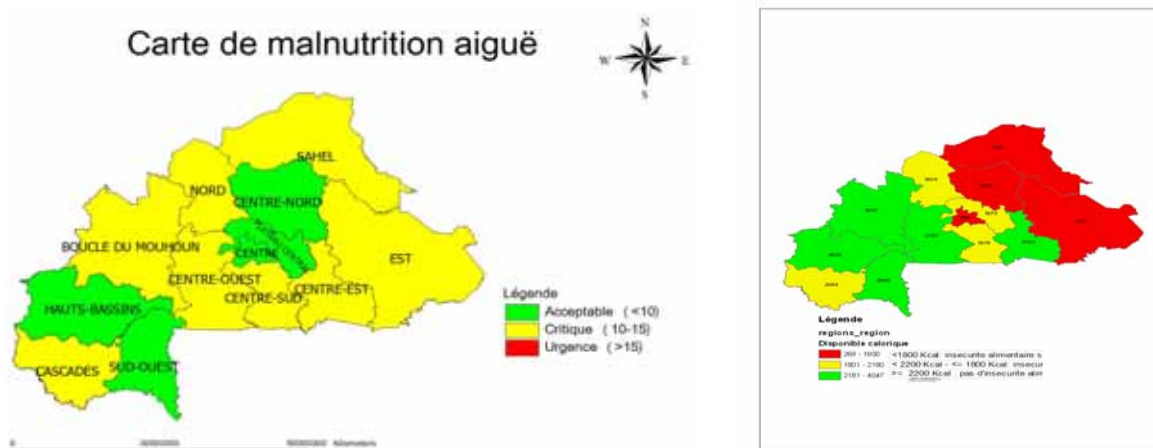
Spéculation	Prix au consommateur maïs	Prix au consommateur du mil local	Prix au consommateur sorgho blanc
2006-2007	108	129	114
2007-2008	156	158	141
2008_2009	193	190	170
2009_2010	148	171	147
2010_2011	142	175	144
2011_2012	173	168	151
Moyenne quinquennale	93	103	88
2011_2012/Moyenne quinquennale	187	163	171

5.3. Situation nutritionnelle

Les résultats provisoires de l'enquête SMART (juillet Aout 2011) présentent une situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans, très précaire, avec un taux de malnutrition aigue globale de 10.8%, de malnutrition chronique globale de 36,3% et de d'insuffisance pondérale globale de 26%, au niveau national, dépassant tous, les seuils d'alerte définis par l'OMS. De plus, cette situation ne montre pas d'amélioration significative sur la période des trois dernières années.

A l'exception des régions du Centre, Centre Nord, Hauts Bassins et sud Ouest, toutes les autres neuf (9) régions sont affectées des taux élevés de malnutrition aigue. Les taux de malnutrition chronique placent la région du Sahel dans une situation d'urgence et toutes les autres régions à l'exception du Centre, dans une situation critique (> 30%).

Cette situation est d'autant plus inquiétante que ces mêmes régions sont considérées a risque d'insécurité alimentaire selon les disponibilités caloriques calculées à partir des productions prévisionnelles des cultures vivrières (céréales, tubercules et légumineuses) 2011- 2012 et que par conséquent la malnutrition pourrait encore être exacerbée si des mesures préventives ne sont pas prises. A ce titre, les régions du Sahel et de l'Est devraient particulièrement être surveillées.



Le cas de la région de la Boucle du Mouhoun met en évidence le paradoxe commun à la plupart des pays de la sous région, de zones à bonnes disponibilités caloriques où prévalent cependant des taux élevés de malnutrition. Cela met en exergue le caractère multifactoriel (difficultés dans la disponibilité et l'accessibilité aux aliments, pratiques alimentaires inadéquates, qualité des régimes, maladies, etc..) qui exige une approche pluridisciplinaire et intégrée dans l'analyse et la mise e œuvre des stratégies de prévention et de prise en charge de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

CONCLUSIONS, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

L'hivernage 2011 a été marqué par des anomalies pluviométriques qui ont affecté le développement des cultures et des pâturages ainsi que le remplissage des retenues. Il en a résulté une baisse significative des productions agricoles et pastorales et des déficits plus ou moins importants au niveau des principales retenues.

La production céréalière attendue est estimée à 3 822 882 tonnes. Cette production accuse une baisse de 13% par rapport à 2010 et de 1% par rapport à la moyenne des cinq (05) dernières années. Toutes les céréales sèches enregistrent une baisse variant de 12 à 21% par rapport à 2010; la baisse la plus forte est notée sur le mil (21%) et la plus faible (12%) sur le maïs. La production de riz attendue augmentera de 2%

Si les résultats prévisionnels indiquent un équilibre relatif, il reste que 58,4% des ménages ne pourraient pas couvrir leurs besoins céréaliers. Les prévisions de mise en marché par les producteurs suffiront seulement à couvrir 51% de la demande potentielle.

Les perspectives de production dans les pays limitrophes ne semblent pas être très bonnes.

En d'autres termes, les approvisionnements alimentaires resteront limités face à une demande relativement forte. On s'attend donc à ce que les prix soient à la hausse probablement en début d'année.

Pour les autres cultures vivrières, la production globale attendue sera aussi en baisse (21%). Si des hausses de production de 6 et 9% sont attendues respectivement sur le voandzou et l'igname, en revanche, la patate douce et le niébé accuseront une baisse de 28 et 27% respectivement par rapport à 2010.

Les productions de coton, de sésame et d'arachide seront également à la baisse : (18%), (9%), 7% respectivement par rapport à 2010. Au contraire, la production de soja attendue devrait augmenter de 18%.

On assiste déjà à des départs précoces de transhumants de la zone pastorale, car ils sont parfaitement conscients que les possibilités d'alimentation et d'abreuvement du bétail seront très limitées voire inexistantes dans le moyen et le long terme.

Au total, ces contre performances relevées dans les productions agricoles et pastorales affecteront de manière significative l'accessibilité d'une partie des populations rurales aux aliments.

L'état nutritionnel des enfants de moins de cinq (5) telle que décrit par les résultats préliminaires de la récente enquête nationale (SMART juillet – Août 2011) est préoccupant et ne s'est pas amélioré au cours des trois dernières années, malgré les interventions nombreuses et variées de l'Etat et de ses partenaires. Cette situation doit interpeller les autorités pour que des études plus poussées soient entreprises afin d'identifier les facteurs déterminants et élaborer et mettre en œuvre les stratégies les plus adaptées.

Par ailleurs, les bilans alimentaires permettent d'évaluer la quantité mais aussi la qualité des disponibilités alimentaires et il est très heureux de constater que le dispositif d'information du Burkina Faso fait des efforts considérables dans ce domaine. Ces exercices ainsi que les autres méthodologies utilisées par le dispositif telles que l'analyse de l'économie des ménages devraient être poursuivis, harmonisées et décentralisées au niveau région et province. Cette approche associée à l'analyse des marchés permettrait de mieux cerner et cibler les zones et ménages les plus à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

URGENCE

I. A l'endroit du Ministère de l'Agriculture et de l'hydraulique

MAH

Faire une analyse de sécurité alimentaire et nutritionnelle et une analyse sur les marchés dont les résultats seront utilisés pour la planification des interventions

Conduire une analyse des réponses afin que les actions d'atténuation soient bien dimensionnées par rapport aux besoins des populations vulnérables

Assurer un suivi rigoureux des provinces déficitaires et faciliter les transferts à partir des zones excédentaires

Encourager les activités de production agricole de saison sèche

1. Suivre de manière rapprochée les communes déclarées à risque d'insécurité alimentaire (MAH) ;

CT

MAH

2. Intégrer l'analyse de l'économie de ménage dans l'analyse de la vulnérabilité en réalisant des profils dans toutes les zones de moyens d'existence ;
3. Constituer les bases des données pour le suivi de la vulnérabilité.
4. Appuyer les femmes dans les activités génératrices de revenus (MAH) ;
5. Sensibiliser et former les populations sur la gestion des stocks (MAH) ;
6. Travailler à accroître et/ou améliorer les capacités de mobilisation d'eau des ouvrages hydrauliques (MAH) ;
7. Améliorer l'appui conseil en matière de la gestion de l'eau pour la production agricole de la campagne sèche (MAH) ;
8. Prévoir un démarrage précoce des cultures de campagne sèche et encourager la mise en place de cultures à cycle court et à haut rendement (MAH) ;
9. Appuyer les producteurs par la mise à disposition d'intrants pour la production maraîchère et céréalière de campagne sèche (MAH) ;
10. Intégrer dans le Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire (SISA), le suivi de l'évolution des cours mondiaux des produits agricoles et alimentaires et les autres produits afin d'anticiper la transmission des prix au niveau national (MAH) ;
11. Mettre à la disposition de la SONAGESS les ressources nécessaires et alléger les procédures de passations de marché afin de lui permettre de démarrer la collecte le plutôt possible (MAH) ;
12. Promouvoir les normes de qualité des produits agroalimentaires
13. Renforcer les capacités des structures étatiques (CONASUR, DGPER) et les MAIRIES dans le ciblage des populations vulnérables (à l'endroit du MAH)
14. Etablir une cartographie des interventions et des acteurs (MAH)
15. Elaborer des outils harmonisés pour l'évaluation de l'impact des interventions à l'endroit des sinistrés (MAH)
16. Mettre à disposition des producteurs des semences de qualité, adaptées aux zones et à temps (MAH) ;

II. A l'endroit du Ministère des Ressources Animales

1. Evaluer le déficit fourrager pour déterminer les besoins en aliments bétail.
2. Encourager l'élevage des animaux à cycle court afin d'accroître la production en viande et des œufs (MRA) ;
3. Viabiliser et/ou créer des zones de pâture et réhabiliter les puits à grand diamètre, les forages, les pistes à bétail et des couloirs d'accès aux ressources naturelles (MRA) ;
4. Appuyer la production de semences fourragères (MRA) ;
5. Mettre à disposition des sous-produits agro-industriels à des prix subventionnés aux éleveurs (MRA) ;

III. A l'endroit du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

1. Augmenter la production de poisson par le développement de l'aquaculture (MEDD) ;
2. Rendre opérationnel le fond d'indemnisation pour faire face aux dégâts d'éléphants (MEDD) ;

IV. A l'endroit du Ministère de l'Economie et des Finances

1. Assurer une meilleure organisation des acteurs (MEF)
2. Accroître le volume des subventions aux intrants (MEF)
3. Doter de moyens conséquents les démembrements du CONASUR (CORESUR, COPROSUR, CODESUR) pour assurer pleinement le fonctionnement du dispositif de collecte (MEF)

V. A l'endroit du Ministère du Commerce et de la Promotion de l'Entreprise

1. Prendre des mesures favorisant l'importation des céréales (Ministère du Commerce et de la Promotion de l'Entreprise) ;

VI. A l'endroit du Ministère de l'Enseignement National et de l'Alphabétisation

1. Mettre en œuvre un programme adapté d'éducation nutritionnelle (MENA) ;

VII. A l'endroit du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale

1. Renouveler le parc automobile du CONASUR (MASSN)

VIII. A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

1. Appuyer le dispositif pour le suivi permanent de la situation alimentaire et nutritionnelle dans les zones à risque (PTF)

ANNEXES

Annexe 1. Bilans céréaliers, taux de couverture des besoins céréaliers, bilans alimentaires

Bilan céréalié prévisionnel 2011/2012

POSTES	RIZ	BLE	MIL, SORGHO MAÏS, FONIO	TOTAL
POPULATION AU 30/04/2012				16 692 477
1. DISPONIBILITES	173 585	0	3 209 978	3 383 563
PRODUCTION BRUTE (CAMP 2011/2012)	274 840		3548042	3 822 882
PRODUCTION DISPONIBLE	151 162	0	3 015 836	3 166 998
STOCKS INITIAUX (AU 01/11/2011)	22 423	0	194 143	216 565
-STOCKS PAYSANS	0	0	152 570	152 570
-AUTRES STOCKS	22 423	0	41 572	63 995
2. BESOINS	332 029	31 003	3 052 180	3 415 212
NORMES DE CONSOMMATION(kg/hbt/an)	20	2	169	190
CONSOMMATION HUMAINE	326 299	31 003	2 814 269	3 171 571
STOCKS FINAUX (AU 31/10/2012)	5 730	0	237 911	243 641
+ STOCKS PAYSANS	3730	0	205086	208 816
+ AUTRES STOCKS	2 000	0	32 825	34 825
3. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) BRUT	-158 444	-31 003	157 798	-31 649
4. SOLDE IMPORT/EXPORT	203 504	56 875	6 524	266 903
IMPORTATIONS COMMERCIALES (2011/2012)	201 031	57 458	25 643	284 133
+ COMMERCANTS PRIVES	195740	53956	17144	266 840
+ AUTRES IMPORTATIONS	5291	3502	8499	17 292
AIDES ALIMENTAIRES	2 600	0	1 778	4 378
EXPORTATIONS PREVUES	127	583	20 898	21 609
5. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-) NET	45 060	25 872	164 322	235 253
6. DISPONIBLE APPARENT/HBT(kg)	23	3	193	219

Source : SISANAP/DPSAA/DGPER/MAH

Bilan céréaliier ex post 2010/2011

POSTES	RIZ	BLE	MIL,SORGH MAIS,FONIO	TOTAL
POPULATION AU 30 / 04 / 2011				16164572
RESSOURCES				
PRODUCTION BRUTE (CAMP 2010/2011)	270658	0	4289916	4560574
PRODUCTION DISPONIBLE	148862	0	3646429	3795291
STOCKS INITIAUX AU 01/11/2010	0	0	286712	286712
- STOCKS PAYSANS	0	0	257498	257498
- AUTRES STOCKS	0	0	29214	29214
IMPORTATIONS	189580	30023	1833	221436
- COMMERCIALES	183203	30023	1069	214295
- AIDES ALIMENTAIRES	6377	0	764	7141
TOTAL RESSOURCES	338442	30023	3934973	4303438
EMPLOIS				
EXPORTATIONS	40	0	15698	15738
STOCKS FINAUX (AU 31/10/2011)	22423	0	194143	216565
- STOCKS PAYSANS	0	0	152570	152570
- AUTRES STOCKS	22423	0	41572	63995
CONSOMATION APPARENTE TOTALE	315979	30023	3725133	4071135
CONSOMMATION APPARENTE PAR HABITANT (Kg)	20	2	230	252
NORME OFFICIELLE DE CONS. (Kg)				190Kg\ an\pers.

Source : SISANAP/DPSAA/DGPER/MAH

Taux de couverture des besoins céréaliers par province

Régions	Provinces	Population au 30/04/2012	Besoins en tonne (190 Kg/tête/an)	MIL, SORGHO, MAÏS, FONIO	Riz	Production Disponible	Taux Couverture
CENTRE	KADIOGO	2220111	421821	63739	4479	56641	13%
CENTRE OUEST	BOULKIEMDE	579929	110187	67780	1701	58549	53%
SAHEL	SENO	311863	59254	39163	208	33403	56%
PLATEAU CENTRAL	KOURWEOGO	157821	29986	19294	987	16943	57%
CENTRE NORD	BAM	323114	61392	44080	1200	38128	62%
EST	TAPOA	413682	78600	56325	7016	51736	66%
SAHEL	SOUM	413604	78585	61479	1125	52876	67%
NORD	ZONDOMA	195681	37179	31262	539	26869	72%
NORD	PASSORE	370500	70395	59714	582	51077	73%
PLATEAU CENTRAL	OUBRITENGA	275034	52256	47394	1242	40968	78%
CENTRE NORD	NAMENTENGA	386098	73359	69455	2207	60250	82%
SAHEL	YAGHA	190809	36254	34945	192	29809	82%
CASCADES	COMOE	511795	97241	85995	13209	80361	83%
CENTRE SUD	NAHOURI	184682	35089	31786	5242	29901	85%
HAUTS-BASSINS	HOUET	1148442	218204	200962	31025	187881	86%
CENTRE NORD	SANMATENGA	700419	133080	134452	3662	116299	87%
NORD	LOROU	167089	31747	32941	761	28418	90%
NORD	YATENGA	641778	121938	131758	1932	113057	93%
CENTRE EST	BOULGOU	639119	121433	111836	31881	112595	93%
SUD-OUEST	BOUGOURIBA	119717	22746	24705	1214	21666	95%
SAHEL	OULDALAN	235828	44807	51324	93	43676	97%
CENTRE SUD	BAZEGA	268522	51019	58220	2572	50901	100%
PLATEAU CENTRAL	GANZOURGOU	370470	70389	80359	5417	71284	101%
SUD-OUEST	PONI	302195	57417	66167	3901	58387	102%
CENTRE OUEST	SANGUIE	340286	64654	76933	1772	66368	103%
EST	GOURMA	365150	69379	79662	6723	71411	103%
CENTRE SUD	ZOUNDWEOGO	285373	54221	60547	10109	57025	105%
EST	GNAGNA	482054	91590	113421	4600	98938	108%
CENTRE EST	KOURITENGA	388573	73829	94029	4621	82466	112%
EST	KOMPIENGA	97792	18581	23403	2249	21130	114%
SUD-OUEST	NOUMBIEL	83197	15807	20813	1820	18692	118%
EST	KOMANDJOARI	98085	18636	26283	1045	22915	123%
CENTRE OUEST	ZIRO	213315	40530	65159	1102	55992	138%
CENTRE EST	KOULPELGO	308502	58615	86987	14464	81894	140%
BOUCLE DU MOUHOUN	NAYALA	187712	35665	67430	1827	58320	164%
BOUCLE DU MOUHOUN	SOUROU	251816	47845	86065	13930	80816	169%
SUD-OUEST	IOBA	220489	41893	88314	7238	79048	189%
BOUCLE DU MOUHOUN	BANWA	312957	59462	113355	33455	114752	193%
BOUCLE DU MOUHOUN	MOUHOUN	346335	65804	151989	2106	130349	198%
CENTRE OUEST	SISSILI	247261	46980	107473	3538	93298	199%
CASCADES	LERABA	146708	27874	67646	11087	63597	228%
BOUCLE DU MOUHOUN	KOSSI	320574	60909	166712	521	141992	233%
HAUTS-BASSINS	TUY	274598	52174	138076	8596	122093	234%
BOUCLE DU MOUHOUN	BALE	248887	47289	125951	8028	111474	236%
HAUTS-BASSINS	KENEDOUGOU	344512	65457	182659	13622	162752	249%

Bilan alimentaire prévisionnel 2011/2012

Produits	Consommation humaine (en t)	Consommation/hbt(kg)/an	Norme de consommation	Taux de couverture	Apports calorique/j (Kcal)	Apports en Protéines/j (gr)	Apports lipide/j(en gr)	Apports glucide/j(en gr)
1-céréales traditionnelles	3 561 309.6	213.3	203.0	105.1	2 040.6	54.3	14.6	431.8
2-Tubercules	155 866.9	9.3	6.0	155.6	25.0	0.3	0.1	7.0
3- oléagineux	267 769.5	16.0	14.0	114.6	259.1	9.8	23.5	9.0
4-legumineuses	502 126.8	30.1	7.0	429.7	283.3	17.8	1.8	50.2
5-legumes	916 468.8	54.9	20.0	274.5	47.3	2.2	0.8	12.1
6-fruits	409 824.9	24.6	6.0	409.2	45.3	0.8	1.6	10.0
7-sucre	87 877.7	5.3	4.0	131.6	44.7	0.0	-	12.8
8-Viande	547 272.1	32.8	12.0	273.2	211.0	11.1	18.1	-
9-produits laitiers	361 400.3	21.7	18.0	120.3	28.5	2.0	0.9	3.2
10-œufs	2 959.9	0.2	1.0	17.7	0.7	0.1	0.0	0.0
11-poissons	23 930.6	1.4	2.0	71.7	2.7	0.4	0.1	-
12-Boissons	1 391 344.8	83.4	54.0	154.4	177.6	13.9	4.7	8.7
Produits végétaux	7 292 589.1	436.9	314.0	139.1	2 922.9	99.0	47.0	541.6
Produits animaux	935 562.9	56.0	33.0	169.8	242.9	13.6	19.2	3.3
Ensemble des produits	8 228 152.0	492.9	347.0	142.1	3 165.8	112.6	66.2	544.8

Bilan alimentaire ex-post 2010/2011

Produits	Consommation humaine (en t)	Consommation/hbt(kg)/an	Norme de consommation	Taux de couverture	Apports calorique/j (Kcal)	Apports en Protéines/j (gr)	Apports lipide/j(en gr)	Apports glucide/j(en gr)
1-céréales traditionnelles	3 718 927.5	230.1	203.0	113.3	2 200.0	58.7	15.8	465.0
2-Tubercules	171 544.2	10.6	6.0	176.9	28.1	0.3	0.1	8.0
3- oléagineux	282 859.3	17.5	14.0	125.0	285.2	10.5	26.0	9.7
4-legumineuses	639 302.3	39.5	7.0	565.0	371.7	23.5	2.3	66.0
5-legumes	845 970.5	52.3	20.0	261.7	44.8	2.1	0.7	11.5
6-fruits	389 683.8	24.1	6.0	401.8	44.5	0.8	1.6	9.8
7-sucre	75 253.5	4.7	4.0	116.4	39.5	0.0	-	11.3
8-Viande	539 113.7	33.4	12.0	277.9	214.2	11.4	18.4	-
9-produits laitiers	352 851.9	21.8	18.0	121.3	28.8	2.0	0.9	3.3
10-œufs	2 874.1	0.2	1.0	17.8	0.7	0.1	0.0	0.0
11-poissons	21 996.2	1.4	2.0	68.0	2.6	0.4	0.1	-
12-Boissons	1 654 448.0	102.4	54.0	189.5	192.9	15.5	4.7	10.5
Produits végétaux	7 777 989.1	481.2	314.0	153.2	3 206.7	111.3	51.0	591.8
Produits animaux	916 835.9	56.7	33.0	171.9	246.2	13.8	19.4	3.3
Ensemble des produits	8 694 825.1	537.9	347.0	155.0	3 452.9	125.1	70.4	595.1

Annexe 2 : Liste des Personnes rencontrées

Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques

Abdoulaye COMBARI	Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques
Adama COMPAORE	Secrétaire Général du MAHRH
Souleymane OUEDRAOGO	Directeur Général de la DGPER

Ministère des Ressources Animales

Josué TAMINI	Secrétaire Général du MRA
FAO	
François RASOLO	Représentant de la FAO au Burkina Faso
Jean Pierre RENSON	Coordonnateur des Opérations Agricoles d'Urgence et de Réhabilitation
Ibrahim Abdoul NASSER	Cadre associé sécurité alimentaire et nutrition

CILSS

Alhousseini BRETAUDEAU	Secrétaire Exécutif du CILSS
------------------------	------------------------------

CRS

Moussa Dominique BANGRE	Représentant Résident
Joseph COULIBALY	Head of Agriculture Department
Kassoum OUATTARA	WARO RTA for Emergencies and Burkina Faso Emergency coordinator
Ouambi YAMEOGO	Responsable suivi évaluation
Casimir OUEDRAOGO	Expert Suivi Evaluation

PAM

Angelline Rudakubana	Représentante Résidant
Dominique FERRETTI	Responsable suivi évaluation
Union Européenne	
Amadou HEBIE	Chargé de programme
Henriette NIKIEMA	Assistante de programme

PNUD

Ingrid CYIMANA	Directeur pays
Félix Alexandre SANFO	Chargé National des Affaires Humanitaires

Union Européenne

Eric PITOIS	Aide Humanitaire
Christian RASMUSSEN	Chef Section Développement Rural et Environnement

Coopération française

Laurent BARBOT	Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle
----------------	--

Ambassade du Royaume du Danemark

Ignace OUEDRAOGO	Chargé de programme
------------------	---------------------

Région du Nord

Idrissa WARME	Agriculteur/village de Ingaré
Soumaïla OUEDRAOGO	Agriculteur/village de Ingaré
Abdoulaye SAVADOGO	Agriculteur/village de Ingaré
Abdoulaye OUEDRAOGO	Agriculteur/village de Ingaré
Fati ZEBRE	Agriculteur/village de Ingaré
Malick SAVADOGO	Agriculteur/village de Bani
Région du Centre Nord	
Oscar NABALLOUM	Président des semenciers de la zone de Tougouri
Inoussa ZORE	Producteur sinistré à Nagbingou